



## Recommandations adoptées au conseil fédéral des 15, 16 et 17 mai 2002

### 5. Ordre professionnel des enseignantes et des enseignants

Que le conseil fédéral reçoive le mémoire produit conjointement par la CSN et la FNEEQ et qu'il fasse sienne l'orientation qui y est définie.

### 8. États financiers de la FNEEQ

#### 8.1 Fonds général

Que le conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds général et en adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2001.

#### 8.2 Fonds de négociation

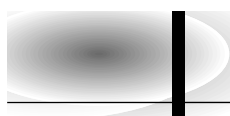
Que le conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds de négociation et en adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2001.

#### 8.3 Fonds des assurances

Que le conseil fédéral reçoive le rapport du comité de surveillance des finances sur le fonds des assurances et en adopte les états financiers se terminant le 31 décembre 2001.

### 9. Leucan- CSN

Que le conseil fédéral recommande aux syndicats de la FNEEQ d'appuyer la campagne de financement du camp Leucan-CSN par des dons et par la promotion de la vente de chandails.



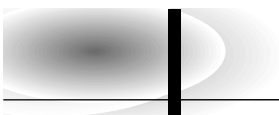
## 11. Réforme du mode de scrutin et Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN)

Que le conseil fédéral recommande aux syndicats de s'inscrire dans les travaux du *Mouvement pour une démocratie nouvelle* et d'appuyer concrètement les conseils centraux et les associations étudiantes dans l'élaboration de mémoires à déposer dans le cadre des consultations de la Commission parlementaire itinérante sur la réforme du mode scrutin.

## 17. Axes stratégiques pour l'action internationale

Que le conseil fédéral reçoive le rapport et le document sur les axes stratégiques et adopte les propositions suivantes :

1. Que le conseil fédéral mandate ses représentantes et représentants pour établir des échanges privilégiés avec d'autres organisations syndicales, notamment dans le cadre de projets spéciaux, plutôt que des partenariats de type jumelage ou parrainage.
2. Que le conseil fédéral mandate ses représentantes et ses représentants pour accorder prioritairement temps et énergie aux instances décisionnelles de l'IE et de la CÉA auxquelles la FNEEQ est affiliée, et que les délégations officielles de la FNEEQ aux instances de la CEA et de l'IE soient composées en priorité des membres de l'exécutif.
3. Que le conseil fédéral convienne que la composition de la délégation de la FNEEQ à des activités d'organismes québécois de solidarité internationale comprenne un ou des membres de l'exécutif, du comité d'action internationale ou de tout autre comité, sous recommandation de l'exécutif ou du bureau fédéral.
4. Que le conseil fédéral retienne les balises suivantes quant à la participation à des activités à caractère international, en tenant compte des ressources devant y être associées :
  - L'enseignement supérieur;
  - Le contexte social, politique et économique;
  - L'événement concerne des syndicats ou des organisations populaires des pays des Amériques, des pays membres de l'OCDE ou de la francophonie.
5. Que les représentantes et les représentants de la FNEEQ, participant à des instances ou des activités à caractère international, aient l'obligation de rendre compte aux instances appropriées. Ils devront, dans la mesure du possible, fournir un rapport écrit de leur participation. S'il y a lieu, ces rapports seront diffusés à l'intérieur de la fédération.



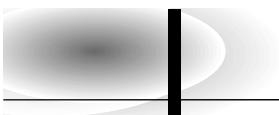
6. Que le conseil fédéral de la FNEEQ favorise, lors de ses instances ou autres activités, la participation d'invités internationaux en privilégiant :
  - Les membres d'organismes associés à la CEA ou à l'IE;
  - Les membres d'organismes avec lesquels elle entretient des liens privilégiés;
  - Des spécialistes de renommée internationale.
7. Que le conseil fédéral demande à ses représentantes et représentants de mettre en place diverses activités d'éducation et de formation en action internationale et de faire la promotion auprès de ses membres des activités semblables de la CSN et de ses organismes, ainsi que celles d'organisations externes, s'il y a lieu.
8. Que le conseil fédéral mandate le comité d'action internationale pour réviser et actualiser la politique de solidarité internationale en tenant compte des nouvelles affiliations et des réalités qui en découlent, face aux enjeux que pose la mondialisation, en vue d'un débat au plus tard au congrès de juin 2003.
9. Que le conseil fédéral mandate le comité d'action internationale pour proposer au bureau fédéral des affiliations jugées pertinentes à des organismes québécois de solidarité internationale.
10. Que le conseil fédéral mandate le comité d'action internationale pour proposer au bureau fédéral, en vue du prochain congrès de la FNEEQ, des moyens appropriés pour encourager l'action internationale dans les syndicats (par exemple antenne locale ou comité d'action internationale).

## 18. Dons

### 18.1 Comité action internationale

Que le conseil fédéral entérine les dons suivants recommandés par le comité action internationale :

1. Cégep de Maisonneuve  
Liaisonneuve..... 600 \$
2. Cégep François-Xavier Garneau  
Stage au Brésil, élèves en Sciences humaines..... 600 \$
3. Cégep François-Xavier Garneau  
Stage en Haïti, élèves en Techniques de  
Réadaptation physique..... 600 \$
4. Cégep Saint-Laurent  
Stage au Guatemala, option SENS.....600 \$



5. Cégep Lévis-Lauzon  
Amitié Haïti-Lévis.....600 \$

#### 18.2 Autre don

Que le conseil fédéral accorde un don de 1 000 \$ à l'Institut canadien d'éducation aux adultes.

### 21. Palestine

Que le conseil fédéral endosse la pétition «*Pour mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens occupés depuis 1967*», accorde un don de 1 000 \$, soit 500\$ à Médecins du monde et 500 \$ à *Teacher Creativity Center* de Ramalah, et, demande aux syndicats de signer, de faire circuler la pétition et d'appuyer financièrement la cause palestinienne.

### 22. Homosexualité et éducation

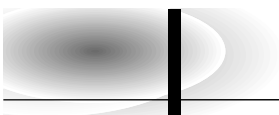
#### 1. Revendications

Que le conseil fédéral reçoive le rapport et le document *Homosexualité et éducation* du Comité école et société et fasse siennes les revendications de la *Communauté gaie et lesbienne* défendues par la CSN, en particulier :

- § le soutien aux groupes et organismes qui font la promotion et la défense des droits des gais et lesbiennes ;
- § le droit au mariage, le droit à l'adoption et les pleins droits parentaux pour les couples de même sexe comme pour tous les couples en union de fait ;
- § la création d'un Secrétariat à la condition homosexuelle dans les structures gouvernementales du Québec.

Et mandate ses représentantes et représentants pour :

- § promouvoir la visibilité et l'acceptation des réalités gaies et lesbiennes dans les milieux éducatifs où œuvrent ses membres ;
- § encourager une meilleure représentation de ces réalités, en particulier dans les ouvrages scolaires et les contenus d'enseignement ;

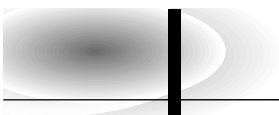


- § revendiquer auprès du MEQ et des établissements d'enseignement, l'adoption de politiques et de directives visant à combattre toute manifestation d'homophobie, toute forme de discrimination ou de répression contre les gais et lesbiennes ;
- § favoriser une formation adéquate des enseignantes et des enseignants aux réalités gaies et lesbiennes et revendiquer la création et l'accessibilité à des services de soutien, tant pour les enseignantes et les enseignants que pour les élèves, les étudiantes et les étudiants.

## 2. Des moyens d'action pour la fédération

Que le conseil fédéral mandate ses représentantes et représentants pour :

- § Élaborer et diffuser une politique de promotion et de défense des droits des gais et lesbiennes prônant l'égalité des droits, la visibilité des réalités gaies et lesbiennes, et la lutte contre l'homophobie. Que cette politique serve d'orientation pour la formation et l'intervention dans les milieux éducatifs où œuvrent les syndicats.
- § Produire un guide d'intervention à l'usage des enseignantes et des enseignants pour favoriser l'implantation de cette politique, comportant notamment un inventaire des ressources et des services, un programme qui explicite les stratégies à adopter face aux comportements homophobes pour aider les élèves, les étudiantes et les étudiants ainsi que les enseignantes et les enseignants en difficulté.
- § Prévoir des éléments de la politique de promotion et de défense des droits des gais et lesbiennes dans ses sessions de formation et des activités de sensibilisation aux droits et aux réalités gaies et lesbiennes dans les différentes instances de la fédération ;
- § Appuyer les recherches sur la condition des jeunes gais et lesbiennes en milieu scolaire et encourager les principaux organismes intervenant en lien avec l'éducation pour la promotion et la défense des droits des gais et lesbiennes ;
- § Appuyer, dans cette perspective, le projet d'une journée nationale contre l'homophobie ;
- § Appuyer l'inclusion des réalités gaies et lesbiennes dans les manuels scolaires et, en particulier, dans le volet *Formation à la citoyenneté* dans les programmes du ministère.



### 3. Des moyens d'action pour les syndicats

Que le conseil fédéral demande aux syndicats,

- en collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, d'exercer des pressions sur les directions d'établissements, afin :
  - Ø d'établir une politique de promotion et de défense des droits des gais et lesbiennes;
  - Ø de doter les établissements de services d'aide et de référence, notamment de ressources documentaires en matière d'orientation sexuelle;
  - Ø d'adopter des directives et des mesures pour combattre l'homophobie.
- d'appuyer la création de comités locaux de gais et lesbiennes ;
- de favoriser la tenue d'activités de sensibilisation, de démystification des réalités gais et lesbiennes (journées pédagogiques, ateliers, débats...) et de lutte contre l'homophobie;
- de transmettre aux départements d'éducation physique et des services des sports tout document et information en provenance du comité école et société sur les prochains jeux olympiques gais de Montréal.

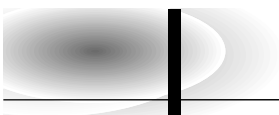
### 24. Programmes harmonisés

Que le conseil fédéral reçoive le document et le rapport sur les programmes harmonisés et adopte la position suivante :

Que la mise en place de nouveaux programmes offerts dans les trois ordres d'enseignement, le secondaire, le collégial et l'université, dans une perspective d'harmonisation interordre :

- § Respecte les principes d'une école accessible, publique et démocratique;
- § Facilite l'établissement de véritables passerelles entre les ordres d'enseignement;
- § Favorise l'accessibilité aux études supérieures, et
- § Offre une formation qui assure la mobilité étudiante et évite les formations cul-de-sac.

En conséquence, que le développement de ces programmes harmonisés puisse se faire aux conditions et balises suivantes :



1. Les programmes harmonisés ne doivent pas mettre en cause l'existence des trois ordres d'enseignement;
2. les programmes d'un même domaine ou dans un domaine apparenté doivent conduire à une réelle reconnaissance sociale;
3. les diplômes des trois ordres d'enseignement doivent être reconnus et valorisés;
4. les programmes harmonisés ne doivent pas ouvrir la voie à la prolifération de formations courtes et pointues uniquement orientées vers le marché de l'emploi;
5. les programmes harmonisés ne doivent pas mettre en cause l'existence de la formation fondamentale et de la formation générale telle qu'elle existe au secondaire et au collégial;
6. ces programmes harmonisés ne doivent pas se faire au détriment de la formation pré-universitaire;
7. les programmes harmonisés ne doivent pas devenir un instrument de rationalisation des programmes;
8. lors du développement de ces programmes, il est urgent de reconnaître le travail des enseignantes et des enseignants et de le valoriser :
  - § en respectant l'autonomie professionnelle et la liberté académique des enseignantes et des enseignants à chacun des ordres d'enseignement;
  - § en reconnaissant le travail fait par les enseignantes et les enseignants en injectant des ressources nécessaires;
  - § en faisant une étude d'impact sur les effectifs enseignants lors d'implantation de ces programmes.

Enfin, que le conseil fédéral réaffirme sa volonté de consolider la formation offerte par chacun des trois ordres d'enseignement et que celle-ci ne cède pas aux impératifs du marché de l'emploi, à la mondialisation marquée par le néo-libéralisme et la marchandisation de l'éducation.

